

25LM 0266 / 6
(1948).

Situation des agents blessés ou malades
des suites de leur incorporation militaire

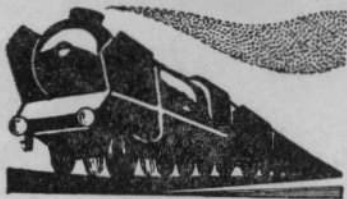
P2

1 Signature

10C.2.3

Chemin en ajouts de l'écrit de fin
de l'écrit de fin de l'écrit
- intéressant

SERVICE CENTRAL 20 JUL 1948
ASSOCIATION NATIONALE DES
CHEMINOTS
ANCIENS COMBATTANTS
Prisonniers et Victimes de Guerre



SIÈGE :
9, rue Dautancourt - PARIS-17.
Tél. : Marcadet 04-87

Référence à rappeler
3.200 RJ/GK

Paris, le 19 juillet 1948. -

Monsieur B O U R R I E ,
Chef de la Division Centrale de l' Admin-
istration du Personnel,
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ,
88, rue Saint Lazare,

P A R I S

Monsieur le Chef de Division,

Je vous serais très obligé de vouloir bien faire examiner la possibilité d'inclure les cheminots ayant contracté une infirmité, provenant de blessure ou maladie, pendant leur incorporation militaire au cours de la guerre 39-40, au bénéfice des dispositions administratives consenties en faveur des prisonniers et déportés. (A.G.P. 12-4)

cela relève de la réglementation sur les emplois réservés
En effet, ces agents, dont certains ne sont pas pensionnés, bien souvent par leur négligence, ne jouissent d'aucune disposition spéciale, malgré qu'ils puissent apporter la preuve que leur affection a bien été contractée au cours de leur mobilisation et du fait de celle-ci.

En conséquence, je vous serais très obligé de me faire connaître, dès que possible, l'opinion du Service Central du Personnel S. N. C. F. sur cette question.

W
Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Division, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Président :

Maurice

Maurice
m. j. l.
Fait 22.7
cc

27 JUIL 1948

1

Pe 233

Monsieur JACQUET
Président de l'Association Nationale
des Cheminots Anciens Combattants
9, rue Dautancourt
PARIS (XVII^e)

Monsieur le Président,

Par lettre n° 3.200 du 19 juillet 1948 vous avez appelé mon attention sur la situation des agents qui, au cours de la guerre 1939-1945, ont contracté une infirmité provenant d'une blessure ou d'une maladie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les intéressés peuvent, s'ils sont réformés par la S.N.C.F., bénéficier des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945.

Par application des dispositions de cette lettre il leur est attribué un secours ayant pour but de porter le total des prestations qu'ils reçoivent, tant de la S.N.C.F. que de l'Etat, aux trois quarts de la rémunération soumise à retenues qu'ils percevaient au moment de leur réforme.

En ce qui concerne les agents qui sont maintenus en service il n'y a pas lieu de prendre de dispositions spéciales en leur faveur étant donné qu'ils ont la possibilité de cumuler, avec la rémunération S.N.C.F., la pension de victimes militaires de la guerre qu'ils peuvent obtenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

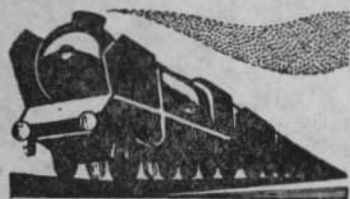
/Le Directeur,

Signé: BOURRIÉ

- 6 AOUT 1948

ASSOCIATION NATIONALE DES
CHEMINOTS
ANCIENS COMBATTANTS
Prisonniers et Victimes de Guerre

Paris, le 4 août 1948. -



SIÈGE :

9, rue Dautancourt - PARIS-17.
Tél. : Marcadet 04-87

Monsieur B O U R R I E ,
Chef de la Division de l'Administration
Centrale du Personnel
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER ,
88, rue Saint Lazare,

P A R I S

référence à rappeler
3.468 : RJ/GK

Monsieur le Chef de Division,

Je vous accuse réception de votre réponse Pe 233 du 27
juillet .

Je me permets de vous faire remarquer que cette réponse
présente un caractère d'ordre général et ne résout pas la ques-
tion posée par ma lettre référence 3200 du 19 juillet.

Je précise que cette intervention avait pour objet de de-
mander à ce que les cheminots ayant contracté une infirmité au
cours de la guerre 39-40 bénéficient des mêmes dispositions admi-
nistratives consenties en faveur des prisonniers et déportés,
lors de leurs arrêts de travail consécutifs à la dite affection.

Je vous signalais qu'il s'agissait bien souvent d'agents
n'ayant pas fait valoir leurs droits à pension en temps voulu et
de ce fait forclos, ce qui n'exclut pas cependant qu'ils sont at-
teints d'une affection contractée à la guerre.

Je demande donc à ce qu'une nouvelle étude de cette ques-
tion soit faite en tenant compte des deux lettres qui la concer-
nent.

Dans l'attente de vous lire à ce sujet,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef de Division, l'as-
surance de ma parfaite considération.

Le Président :

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Mauger' or similar, written in a cursive style.

Recot

11 3 AOUT 1948

lère

Pe 245

Monsieur JACQUET
Président de l'Association
Nationale des Cheminots
Anciens Combattants
9, rue Dautancourt

PARIS (17ème)

Monsieur le Président,

Par lettre n° 3468 du 4 août, faisant suite à ma lettre Pe 235, vous m'avez précisé que la question ayant fait l'objet de votre intervention du 19 juillet était relative à l'application aux agents ayant contracté une infirmité au cours de la guerre 1939-1940 des dispositions spéciales prises en faveur des prisonniers et déportés lors de leurs arrêts de travail consécutifs à l'infirmité contractée en service commandé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les agents qui cessent leur service à la suite d'une maladie contractée sous les drapeaux peuvent bénéficier des mêmes dispositions que celles qui ont été prises en faveur des blessés de guerre, des gazés, des prisonniers de guerre ou des déportés politiques ou raciaux, à condition que cette maladie ait entraîné l'attribution d'une pension militaire. Il n'est pas possible, sans ouvrir la porte à des abus ou à des réclamations, de supprimer la condition relative à l'attribution d'une pension militaire.

Vous ne faites savoir que votre intervention vise le cas d'agents qui, mobilisés au cours de la guerre 1939-40, n'auraient pas fait valoir leur droit à pension en temps voulu et se trouveraient, de ce fait, forclos.

Il y a lieu de remarquer que, si l'article 21 du Code des Pensions publié au Journal Officiel du 24 octobre 1947 fixe à 5 ans le délai pendant lequel un ancien militaire peut demander l'attribution d'une pension pour maladie, des lois successives ont suspendu ou interrompu la forclusion.

...

En conséquence, il appartient aux intéressés, puisqu'ils en ont encore la faculté, de présenter leur demande de pension.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

/Le Directeur,

Signé: BOURRIÉ

lère

13 AOUT 1948

Pe 245

Monsieur JACQUET
Président de l'Association
Nationale des Cheminots
Anciens Combattants
9, rue Dautancourt

PARIS (17ème)

Monsieur le Président,

Par lettre n° 3468 du 4 août, faisant suite à ma lettre Pe 233, vous m'avez précisé que la question ayant fait l'objet de votre intervention du 19 juillet était relative à l'application aux agents ayant contracté une infirmité au cours de la guerre 1939-1940 des dispositions spéciales prises en faveur des prisonniers et déportés lors de leurs arrêts de travail consécutifs à l'infirmité contractée en service commandé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les agents qui cessent leur service à la suite d'une maladie contractée sous les drapeaux peuvent bénéficier des mêmes dispositions que celles qui ont été prises en faveur des blessés de guerre, des gazés, des prisonniers de guerre ou des déportés politiques ou raciaux, à condition que cette maladie ait entraîné l'attribution d'une pension militaire. Il n'est pas possible, sans ouvrir la porte à des abus ou à des réclamations, de supprimer la condition relative à l'attribution d'une pension militaire.

Vous me faites savoir que votre intervention vise le cas d'agents qui, mobilisés au cours de la guerre 1939-40, n'auraient pas fait valoir leur droit à pension en temps voulu et se trouveraient, de ce fait, forclos.

Il y a lieu de remarquer que, si l'article 21 du Code des Pensions publié au Journal Officiel du 24 octobre 1947 fixe à 5 ans le délai pendant lequel un ancien militaire peut demander l'attribution d'une pension pour maladie, des lois successives ont suspendu ou interrompu la forclusion.

En conséquence, il appartient aux intéressés, puisqu'ils en ont encore la faculté, de présenter leur demande de pension.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

/Le Directeur,

Signé: BOURRIÉ